

TIPASA

Une bactérie détruit les vergers

Une redoutable bactérie, appelée «le feu bactérien» fait des ravages dans des centaines de vergers. Cette bactérie a déjà contaminé, dans la seule wilaya de Tipasa, quelque 1 000 ha de poiriers, 900 ha de pommiers et 500 ha de néfliers. Le poirier santa maria qui est la variété la plus sensible à cette maladie, a été détruit à 80%.

Presque inconnue dans notre pays — sa première apparition remonte à avril 2010 — cette bactérie a infecté plusieurs hectares d'arbres fruitiers dans la zone comprise entre Attatba et Koléa.

Selon des responsables agricoles, deux alertes avaient été déjà enregistrées. La première en 2006, dans un verger à Khemis-Miliana, dans la wilaya d'Aïn Defla, et la seconde en 2008, lorsque les services chargés du contrôle aux frontières des produits destinés à l'agriculture ont découvert que des plants de poiriers importés de Syrie et destinés à un arboriculteur de la wilaya de Blida étaient infectés. Ces mêmes responsables estiment qu'il y a absence de vigilance face à ce mal redoutable, ce qui a induit une faiblesse de la réaction des agriculteurs, services techniques et administration, en alerte depuis avril 2010.

L'accusation est plus grave car ces mêmes responsables avancent qu'il «y a un manque de professionnalisme sachant qu'il a été noté un manque d'empressement des agriculteurs à suivre les conseils qui leur sont prodigués».

Des sources autorisées nous ont informé qu'il a été mis sur pied, un comité de suivi de la mise en œuvre du programme de lutte

contre «le feu bactérien» décidé par le département de l'agriculture, un comité composé des représentants de tous les instituts nationaux spécialisés liés à l'agriculture pour un suivi des mesures prises au niveau local.

Toujours dans le cadre des mesures déjà prises par le ministère de tutelle, «il a été procédé à l'élaboration d'un arrêté fixant les conditions et les modalités d'arrachage des arbres contaminés».

Certains estiment que «l'arrachage constitue une forme radicale de lutte contre la propagation de cette bactérie tueuse», alors que d'autres, rejettent carrément cette méthode en déclarant qu'il existe des méthodes plus souples de traitement des arbres contaminés, notamment le sectionnement des branches, le curetage de celles qui ne le sont pas et la diminution de l'irrigation des vergers».

Les arboriculteurs réfractaires à l'arrachage des arbres avancent les pertes faramineuses qu'ils auront à subir. Selon un spécialiste de la question, «la gravité du mal est telle que les arboriculteurs du pays, notamment ceux des autres wilayas touchées, à l'instar d'Alger, Blida, Boumerdès, Djelfa, Mascara et Sidi Bel-Abbès, restent confrontés à une pandémie qu'ils



Photo : DR.

méconnaissent». Il convient de rappeler que «le feu bactérien» est la plus dangereuse maladie bactérienne des arbres fruitiers à pépins. La bactérie responsable de l'infection, Erwinia Amylovora, est un parasite réglementé contre lequel la lutte est obligatoire et permanente dans plusieurs pays.

Cette maladie, qui a déjà infecté 38 pays, notamment d'Europe, a incité plusieurs d'entre eux à éditer des documents et des plaquettes élaborés dans un contexte d'explosion de la maladie, à des fins de grande diffusion pour une information de vigilance et des pratiques d'éradication, dans l'intérêt de la filière professionnelle et amateur. Dans plusieurs de ces pays européens, la réglementation contre «le feu bactérien» a défini de rigoureuses et strictes condi-

tions de contrôle et de circulation des végétaux soumis à un passeport phytosanitaire européen (PPE).

Cette réglementation a rendu la lutte contre cette bactérie obligatoire en tous lieux et de façon permanente. Le code rural de ces pays rend obligatoire toute signalisation de la présence de cet organisme.

Les documents d'information diffusés par ces pays contiennent une description des symptômes permettant d'identifier la maladie, accompagnée de plusieurs illustrations ainsi que des méthodes de lutte permettant de l'éradiquer. En Algérie, ce n'est qu'après

confirmation de la présence de cas du «feu bactérien» qu'une décision a été signée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour rendre obligatoire la lutte contre cette maladie.

En vertu de cette décision, tout cas suspect doit être déclaré au service phytosanitaire de wilaya qui doit prendre les mesures nécessaires pour circonscrire la dissémination du «feu bactérien».

Des mesures ont été prises par les services phytosanitaires pour prendre en charge les zones affectées et préserver les zones indemnes. Dans ces zones, les actions consistent essentiellement à surveiller les vergers et à procéder, en cas de suspicion, à des analyses.

Par ailleurs, un comité national de suivi a été installé pour contrôler l'état d'avancement de la mise en œuvre des plans d'action. Par ailleurs, il a été décidé de prévoir une prime d'indemnisation qui sera octroyée aux agriculteurs ayant subi des dommages déclarés aux services phytosanitaires de wilaya.

S'agissant des solutions bactéricides, des responsables de l'agriculture déclarent que «le ministère envisage l'homologation de certains bactéricides pour lutter contre ce fleau et la mise en œuvre de procédés prophylactiques au profit des zones indemnes».

Larbi Houari

TIARET

Un partenariat de formation pour la promotion du tourisme

Multipliant ses cycles de formation dans plusieurs créneaux à l'adresse de la frange juvénile, la Chambre de commerce et d'industrie CCI Sersou de Tiaret vient de renforcer sa palette de stages de perfectionnement.

Le CCI Sersou lance un programme pour l'obtention du brevet de technicien supérieur de guide accompagnateur de tourisme en relation avec le Centre national d'enseignement professionnel à distance de Chlef en sa qualité de maître d'ouvrage. Les stagiaires ayant le niveau de terminale et plus ont bénéficié de cette initiative inscrite, principalement au titre

de la promotion touristique de la région par l'appropriation de compétences polyvalentes et les expériences du terrain. L'occasion a été mise à profit jeudi dernier pour la formalisation d'une convention de partenariat entre la CCI Sersou de Tiaret et l'Association de protection du patrimoine archéologique de la wilaya relative, entre autres, à la mise en pratique des acquis

de la formation sous forme de stage d'immersion et de montage de circuit touristique d'apprentissage. Il convient de souligner que cette formation est d'une durée de 30 mois, à raison 24 mois, soit 3 sessions de 8 mois, d'apports méthodologiques et 6 mois de stage. Cela dit, cette initiative qui semble rencontres un engouement parmi les stagiaires, intervient dans un contexte idoine pour revaloriser ce créneau tant la région jouit d'innombrables potentialités en la matière.

Mourad B.

SIDI BEL-ABBÈS

Les commerçants de la cité Kaïd-Rabah réclament des locaux

Les commerçants dont les locaux sont situés au rez-de-chaussée de la cité Kaïd-Rabah, dans la ville de Sidi Bel-Abbès, qui sont appelés à être démolis au même titre que les logements, exigent des autorités locales d'autres locaux pour exercer leur activité.

Pour rappel, les quelque 200 locataires de cette cité très vétuste et menaçant ruine depuis plusieurs années ont, après maintes contestations, fait l'objet d'une opération de relogement en mai dernier au niveau du quartier Adda-Boud-

jellal de la ville de Sidi Bel-Abbès. Aussitôt l'opération de relogement terminée, les autochtones ont procédé à la démolition partielle de tous les logements pour empêcher leur occupation et éviter des drames. Les locaux ont subi le

même sort et les propriétaires ont dû cesser leur activité. Depuis mai dernier, ces derniers sont sans emploi. Pour bloquer leur registre du commerce, les Directions des impôts et du commerce ont exigé un document officiel que l'APC ne leur a pas délivré, selon les contestataires. «Alors qu'on ne travaille pas, les charges s'accumulent», disent-ils. Les commerçants inter-

pellent le wali et demandent à ce que des locaux leur soient attribués tout comme les locataires qui ont eu droit à des logements. «Nous n'avons pas d'autres ressources pour faire vivre nos familles», déclarent-ils. Nous voulons récupérer nos biens dans d'autres cités de logements sociaux puisque celle-ci va faire l'objet d'une démolition.»

A. M.

ACCIDENT DE LA CIRCULATION
À DJELFA

Une jeune femme meurt le jour de son mariage

Les accidents de la circulation continuent de faire des victimes et d'endeuiller des familles entre les localités d'El-Euch et Hassi-Bahbah. Un véhicule léger a dérapé et s'est renversé après que le conducteur eut raté un virage. Une jeune femme qui devait convoler en justes noces ce jour-là, trouva la mort sur le coup. Il était écrit que le jour du mariage de cette jeune fille qui devait se rendre dans un salon de coiffure à Hassi Bahbah, était en réalité celui de sa mort ! Les autres occupants du véhicule, un homme et deux femmes, ont été admis en urgence à l'hôpital de la ville dans un état très grave.

L'excès de vitesse et l'imprudence seraient à l'origine de cet accident. L'enquête de la gendarmerie déterminera certainement les circonstances exactes de ce terrible accident.

Bekai Bensaid

KHENCHELA

Un mort et plusieurs blessés dans un accident de la circulation

Un tracteur qui roulait sans feux sur la route reliant le chef-lieu de wilaya à Aïn Touila dans la nuit d'hier, a causé la mort d'un homme âgé d'environ 82 ans et des blessures à son fils et à l'un des passagers du tracteur. Cet accident a eu lieu lorsque le chauffeur d'une camionnette a heurté violemment le tracteur qui roulait dans le sens inverse. Les blessés ont été transportés d'urgence vers l'hôpital de Khenchela par les éléments de la Protection civile. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie pour faire toute la lumière sur ce tragique accident.

Des classes pédagogiques sans fenêtres et sans aération

La rentrée scolaire pour les élèves de l'école Belmeki-Ali du chef-lieu de la wilaya située à la cité Boujelbana n'est pas passée inaperçue et les élèves ont entamé leur scolarité dans une situation précaire puisque les fenêtres des classes pédagogiques ont été fermées par un propriétaire d'un domicile voisin qui a dressé un mur de béton et fermé totalement, privant les enseignants et les élèves d'éclairage et d'aération. Les enseignants lancent un appel pressant au wali et au directeur d'académie afin de mettre fin à cette situation.

Abdelwahab Benzaim